LE CAPITAL EN DÉROUTE



LES ÉDITIONS RUPTURES

LE CAPITAL EN DÉROUTE

Introduction

Depuis 2007, le capitalisme est sur une pente descendante. En réaction à la crise des subprimes au États-Unis, l'ensemble de l'édifice financier mondial est en train de s'effondrer. D'une crise financière nous sommes passés à une crise générale du système capitaliste. Les grandes compagnies ferment et licencient, les patrons congédient et imposent des lock-out, les gouvernements se lancent au secours des capitalistes mendiants…Bref le capital est en déroute!

C'est en ces temps de crise, que notre analyse économique prend toute son importance. À l'opposé des économistes libéraux et réformistes, nous affirmons que les crises sont nécessaires et inévitables pour le capitalisme. Malheureusement, comme toujours, ce sont les travailleuses et les travailleurs qui paient le prix des décisions d'une petite clique de riches patrons.

C'est donc en ce sens, que des membres de l'UCL ont entrepris de rédiger une série d'articles portant sur les déboires du capitalisme et de quelques uns de ses acteurs principaux, tels que les multinationales, les fonds de placements et les gouvernements. C'est cette série d'articles, parue sous la forme d'une chronique irrégulière intitulée le Capital en déroute, que nous compilons aujourd'hui dans cette brochure. Aussi, nous joignons un article paru dans le Cause Commune no.24 paru au printemps 2009, et qui porte sur la Caisse de dépôts et placements.

Union communiste libertaire, Montréal, mai 2009

Le capital en déroute Chronique no.4 :

UNE ANALYSE COMMUNISTE LIBERTAIRE DE LA CRISE

Dépliant diffusé le 1er mai 2009

La crise des " subprimes " qui a éclaté aux États-Unis s'est transformée en crise financière mondiale. Cette crise, qu'on tente de faire passer pour une simple récession, est en fait l'une des plus profondes depuis la grande dépression de 1929. Dès lors, le capitalisme, au bord de la faillite, nous lance un vibrant (sic) appel à l'aide à l'État et exige des salarié-e-s qu'ils et elles se responsabilisent et acceptent de faire les frais de cette crise en réduisant leur salaire. Personne n'est insensible aux flots de licenciements et aux nombreux ménages qui se retrouvent en situation difficile après avoir subi les conséquences de cette crise.

Nombreux sont les "experts" et les économistes "patentés" intervenant afin de réhabiliter le capitalisme. Ils soutiennent que les causes de ce désastre sont extérieures ou étrangères au système. Tel n'est pas notre avis. Il est temps de se parler franchement et d'identifier ce que nous croyons être les véritables raisons du cataclysme économique actuel qui nous touche tous et toutes.

2007-2009:d'une crise à l'autre.

Depuis l'éclatement de la bulle spéculative de 2007, les bourses se sont effondrées avec les conséquences que l'on connait: pertes d'emplois massives, diminution des salaires et des conditions de travail, hausse des prix des ali-

ments, inflation, hausse des loyers...Au Canada, la crise a déjà provoqué des dégâts considérables. Entre octobre 2008 et mars 2009, 357 000 emplois ont été perdus au Canada (-2,1%), le taux le plus élevé depuis la récession de 1982. Au Québec seulement, 55 000 travailleurs et travailleuses ont perdu leur emploi pour la même période et le chômage s'est accru de 1,1% pour passer à 8,3%. Le Conference Board of Canada, un institut économique de droite qui plaide en faveur du capitalisme sauvage depuis des années, est de plus en plus pessimiste quant à la reprise économique, allant même jusqu'à affirmer que le taux de chômage pourrait atteindre les 9,5% d'ici 2010.

En parallèle, la hausse de l'inflation de 2,4% en 2008, la plus forte depuis 2003, est due en grande partie à l'augmentation du prix des aliments de 7,4% (à lui seul, le prix des légumes frais a augmenté de 25,8%) et du coût des logements qui a augmenté de 3,0% entre février 2008 et février 2009*. Ici, les effets commencent à peine à se faire ressentir alors qu'ailleurs sur la planète ces augmentations ont poussé les gens à descendre dans la rue et à se révolter contre la " vie chère " provoquée par les capitalistes et les gouvernements. Pour la seule année 2008, le prix du riz a augmenté de 30%, ce qui représente jusqu'à 70% des revenus dans les pays en développement, une catastrophe pour des milliards de personnes dont l'alimentation repose en bonne partie sur cet aliment. C'est, entre autres, parce que les grands de la finance se sont mis à l'abri derrière des valeurs refuges, comme les titres attachés aux biens alimentaires, que la crise financière a provoqué une crise alimentaire. Un phénomène qui a entraîné des pénuries de denrées essentielles et des famines dans un nombre toujours croissant de pays, alors que le gaspillage et la destruction systématique de production continuaient dans les pays riches! Une absurdité alors que l'humanité n'a jamais produit autant de richesses! À ces crises alimentaires et économiques, se joint une crise écologique majeure (et quasiment irréversible), provoquée par la recherche désespérée du profit maximal sans autres considérations.

Malgré la hausse générale de l'indice des prix à la consommation, pour cette même période le prix des matières brutes a chuté drastiquement de 30,7%! Pourtant, les patrons profitent de cette crise pour mettre en place des mesures de rationalisation afin de maintenir leur marge de profit, c'est-à-dire en imposant des détériorations des conditions de travail, en diminuant des primes de retraites, en ayant recours au lock-out ou en licenciant massivement les travailleurs et les travailleuses. On n'a qu'à penser à Rio-Tinto-Alcan qui a licencié 1100 employés (et qui en licenciera potentiellement 2000 de plus), Bombardier, qui a licencié près de 4000 employés, Pratt and Whitney plus de

500, ou encore le Journal de Montréal qui a mis en lock-out plusieurs centaines d'employé-e-s, etc.

C'est au cœur du système qu'on trouve les causes de la crise, pas ailleurs!

Les crises ne sont pas un phénomène nouveau, le capitalisme a toujours connu de telles secousses. Plusieurs économistes se sont penchés sur l'étude de ces phénomènes. Pour les économistes libéraux et néolibéraux, le marché est une donnée naturelle et s'il n'y a pas équilibre, c'est forcément à cause d'éléments extérieurs. Bref, c'est toujours la faute des autres! Pour les économistes keynésiannistes (les réformistes de gauche), c'est la demande qui diminue, ce qui crée la crise. Il faut donc la stimuler pour relancer l'économie. Ces deux visions sont incomplètes et laissent croire en un capitalisme qui pourrait mieux fonctionner.

Nous croyons plutôt que l'explication des crises est à rechercher ailleurs, dans le besoin nécessaire de profits toujours croissants et le besoin d'acheteurs (débouchés) pour rendre possible la réalisation des profits. Il y a ici toute la contradiction sur laquelle repose l'ensemble du système capitaliste. La recherche de profits sur les investissements force les capitalistes à augmenter sans cesse la productivité par tous les moyens nécessaires. Il en résulte donc un phénomène de surproduction et non de sous-consommation. C'est cette recherche effrénée d'accumulation du capital (profit) par une hausse constante de la productivité et une diminution de la masse salariale qui entraîne une tendance à la baisse du taux de profit. La crise devient donc un phénomène inévitable et revitalisant. La production excédentaire est détruite et l'économie se rééquilibre un peu, en éliminant ses secteurs moins rentables. C'est le moment des fusions et des faillites qui permettent une concentration accrue des richesses. Tout est en place pour le redémarrage du capitalisme vers la prochaine crise.

Les riches propriétaires de compagnies vont tenter par tous les moyens nécessaires de freiner la tendance à la baisse du taux de profit. Parmi ceux-ci, l'expansion impérialiste vers de nouvelles matières premières moins coûteuses ou vers de nouveaux marchés, le cheap labor, la privatisation, etc. La financiarisation à outrance de l'économie est également source de haut taux de profit. C'est l'extension du crédit de façon importante au 20e siècle, qui a permis de jeter les bases de la généralisation du monde de la finance. Puis, au courant des années 1970, la fin des accords de Bretton Woods a permis à la finance d'exploser sans aucune restriction ni règle pour encadrer ce marché fictif.

Fictif, parce que les banques et les grands financiers ont développé tout un arsenal d'opérations financières où il est possible de faire de l'argent... avec de l'argent, l'alchimie contemporaine!

La financiarisation de l'économie a rendu moins fréquente (mais plus violente) la menace de crise générale, parce que le crédit permet de cacher l'existence d'une surproduction en permettant à l'économie de fonctionner quand même, mais sur l'endettement. Évidemment, les soubresauts financiers, quant à eux, sont fréquents. Cela revient à dire que l'argent fictif s'envole souvent en fumée, sans entraîner pour autant l'ensemble de l'économie. Cependant, lorsque des empires se construisent sur cet argent fictif, les risques de débandades incontrôlables sont décuplés. C'est ce qui explique, en partie, la raison pour laquelle, d'une crise financière, entourant les titres PCAA (papier commercial adossé à des actifs), nous sommes aux prises avec une crise économique générale.

L'État complice: de droite à gauche, des solutions inutiles et illusoires

L'État est complice de l'effondrement et un acteur essentiel du relèvement du système. Il l'est par son appui éhonté aux grandes multinationales. Les gouvernements mettent en place un éventail d'outils et d'aides qui serviront à l'expansion de la financiarisation, à l'exportation des capitaux et à l'exploitation des humains et de la nature. Les États sont toujours prêts à user du bâton ou de la carotte afin de permettre à des compagnies de créer de nouveaux profits. Ils mettent aussi en place un vaste contrôle de la population, que ce soit par les mises en scène électorales ou par la répression, afin de permettre aux grandes compagnies de continuer à exploiter et polluer.

L'État est aussi une condition essentielle au rétablissement de la bonne marche de l'économie. Grâce aux fonds publics et au recours aux déficits, diabolisés en temps de prospérité, l'État devient l'outil central pour sauver une compagnie ou une banque en épongeant ses dettes ou encore pour stimuler l'économie. En temps de crise, il peut aussi servir à assurer la subsistance à des milliers de chômeurs et de chômeuses, dont l'existence permet d'exercer une pression à la baisse sur les salaires. Donc, il se trouve à être le vecteur essentiel rendant possible le redémarrage de l'exploitation.

En Amérique du Nord, nous avons pu voir où nous menaient les politiques des grands partis de droite. Tous et chacun épousent, à des degrés divers, les idées néolibérales: coupures, privatisations, déréglementations, etc. Par contre, face

à ces partis traditionnels se lèvent de nouvelles forces, représentées entre autre par les partis sociaux-démocrates et " socialistes " qui prétendent vouloir faire différemment. Le problème de ces partis de gauche, c'est qu'ils refusent de s'attaquer aux fondements du système et se contentent d'agir de façon superficielle. On propose du logement social, on propose de meilleures aides gouvernementales, on propose des taxes plus importantes aux compagnies, sans jamais mentionner que si on en est là aujourd'hui, c'est que le système est ainsi fait, les injustices en sont le fondement et l'exploitation le ciment. Bref, les partis de gauche proposent de donner un coup de peinture sur une maison qui est sur le point de s'écrouler, en espérant en faire une demeure agréable. Balivernes!

Et les syndicats dans tout cela? L'union quosse ça donne?

Historiquement, le syndicalisme s'est toujours dressé comme une force, comme la force des travailleurs et des travailleuses réuni-e-s, afin de faire obstacle à l'exploitation et à la misère. Cependant, aujourd'hui, les syndicats jouent un rôle indispensable au capitalisme et ce rôle est primordial en période de crise. La fonction principale du syndicat est de maintenir les conditions salariales au-dessus du minimum physiologique calculé par les capitalistes, bref elle négocie les conditions d'exploitation du travailleur. En contrepartie, la bureaucratie syndicale assure un certain niveau de production et une " paix sociale " marchandée selon la conjoncture économique. Les syndicats demanderont des hausses de salaires en période de croissance économique et la protection des négociations précédentes en période de ralentissement. Il est donc à l'avantage des syndicats d'exiger une exploitation de la force de travail supérieure en période de crise afin de favoriser une sortie de crise rapide et ainsi reprendre les négociations des conditions lors de la reprise économique. Puisque les syndicats depuis longtemps n'ont plus aucunes stratégies visant à renverser le capitalisme ou même à lutter de manière efficace contre le patronat, il est plus que nécessaire que les travailleurs et les travailleuses s'organisent indépendamment des hiérarchies syndicales, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats. La radicalisation des luttes et la création de tendances autonomes, refusant toute forme de compromis au sein même des syndicats, par les travailleurs et travailleuses, ne pourra qu'accroître l'efficacité de celles-ci et créer des liens de solidarité entre les différentes luttes.

Redistribuez la richesse ou nous irons nous servir!

Évidemment le capitalisme trouvera peut être une sortie de crise en permettant

au capital d'être à nouveau accumulé sans entraves. L'État et les partis de droite comme de gauche continueront à en être complice et à permettre au capitalisme de se relever rapidement pour reprendre le cycle qui nous mènera à une nouvelle crise. Les syndicats quant à eux, achèterons la "paix sociale" à coup de petites augmentations salariales insignifiantes et de légères améliorations de nos conditions.

Seule notre classe est capable de mettre fin au capitalisme. C'est à nous et à nous seuls: travailleurs et travailleuses, précaires, étudiants et étudiantes de porter le coup fatal et de créer une société dans laquelle la production et la consommation reposeront sur la devise: " De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ". Nous ne devons pas lutter pour avoir un capitalisme " plus humain " mais bien pour un système dans lequel l'État, les classes sociales, l'exploitation et l'oppression seront abolis. Aucun réformisme n'y changera quoi que ce soit, seule une révolution y parviendra. Il faut dès maintenant s'organiser et riposter coup pour coup contre ces riches.

Contre les licenciements, réapproprions nous les entreprises et autogérons les nous-même!

Contre les propriétaires qui nous foutent à la rue, exproprions-les et administrons nos milieux de vie nous-même!

Contre l'État qui chaque jour nous opprime et nous humilie, appelons à la grève générale!!

Le capitalisme agonise… à nous de l'achever!

**Statistiques Canada avril 2009*

Le capital en déroute Chronique no.1 :

RIO TINTO

Texte publié le 24 janvier 2009 sur le blogue La Commune et dans le no. de mars 2009 du journal de rue trifluvien La Galère.

L'hécatombe

On apprenait cette semaine, que le conglomérat Rio Tinto-Alcan licenciait les 220 employé-es de son usine d'électrolyse de Beauharnois. Une des raisons invoquées en plus de la chute du prix de l'aluminium, c'est la désuétude de l'usine de Beauharnois ouverte en 1943. Cette usine utilise la technologie Söderberg, qui sera éliminée de toutes les usines d'aluminium de première fusion au Québec d'ici 2015, conformément à la réglementation environnementale. Du côté de l'usine d'Alumine de Vaudreuil, on impose une réduction temporaire de la production de 25%, permettant de justifier le licenciement d'une cinquantaine d'employé-es. À Jonquière, le Centre de produits cathodiques réduira sa production de carbone de 50% et c'est environ 17 personnes y perdront leur emploi. De manière grossière, la compagnie justifie ses pertes d'emplois par : " Les mesures d'austérité se traduiront par une réduction additionnelle de 6% de la production d'aluminium et d'alumine et la suppression d'environ 1100 postes à l'échelle mondiale ".

On peut se questionner sur la véracité du nombre de 1100 postes alors qu'en une semaine, ils ont annoncé le licenciement de 300 employé-es seulement au Québec, soit plus de 25% de leur estimation (1). Selon d'autres sources le bilan sera beaucoup plus catastrophique. Le Syndicat de travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-Québec), annonçait, la même journée, quant à lui, que le gouvernement du Québec avait accepté la fermeture de 4 usines soit : Vaudreuil (800 emplois), Beauharnois (200 emplois), Shawinigan (600

emplois) et Arvida (650 emplois) (2). On a d'ailleurs déjà demandé à l'usine de Shawinigan de faire des compressions de 18 millions de dollars. En plus de toutes ces mises à pied direct, on doit aussi prendre en considération les centaines de licenciements indirects auprès des sous-traitants.

Une baisse tendancielle du taux de profit?

Le secteur automobile est en crise et la construction est en chute libre. Ce sont deux des secteurs qui sont parmi les plus grands demandeurs d'aluminium dans le monde. Ainsi, depuis la deuxième moitié de 2008, le prix de l'aluminium a chuté de moitié en raison de la baisse de la demande. En contrepartie, la logique capitaliste étant à l'augmentation toujours croissante de la production, l'année 2008, fut une année record pour la surproduction d'aluminium au niveau mondial. Un niveau record de 1,3 millions de tonnes fut produit en surplus pour la seule année 2008. Pour la deuxième moitié de l'année 2008, il y a eu une légère augmentation de la demande de 3,1%, mais largement inférieure aux surplus qui ont augmenté quant à eux de 5,7%. Les analystes prévoit quant à eux une diminution de 2% de la demande pour 2009, tandis que les surplus devraient atteindre des niveaux records de 2 millions de tonnes!(3) Cette baisse tendancielle du taux de profit n'est donc qu'un reflet de la suraccumulation de marchandise de l'industrie de l'aluminium.

Une des solutions apportées par Alcan est un nouveau projet pour contrer la désuétude de ces usines qui ne produisent plus assez selon eux. Ces usines opèrent actuellement à profit et à des coûts de 15 % inférieurs à sa moyenne mondiale. Sa solution le projet AP-50, une usine-pilote dans laquelle Alcan s'est engagée en décembre 2006, à investir deux milliards sur une période de dix ans. En contrepartie, Québec a offert un prêt sans intérêt de 400 millions, a prolongé des contrats d'approvisionnement en électricité et a prolongé les droits d'Alcan sur la rivière Péribonka jusqu'en 2058. Ce projet permettra de construire la cinquième aluminerie la moins coûteuse au Canada (4). Un projet qui aura pour seul but d'augmenter la production d'aluminium lorsque le prix de l'aluminium sur les marchés mondiaux reviendra à la normal.

Mais évidemment l'investissement de capitaux, donc de capital constant dans des installations, implique en contrepartie une diminution des coûts ailleurs, soit le capital variable, afin de maintenir le taux de profit. La seule façon possible est de maximiser l'exploitation des travailleurs tout en diminuant la masse salariale, dans ce cas-ci par des mises à pied massives. Ce qui accroitra encore plus la compétitivité des travailleurs-euses qui craindront maintenant

de rejoindre leurs anciens collègues au chômage. Une logique implacable typique du capitalisme moderne en temps de crise, augmenter la plus-value, c'est-à-dire le profit retiré de la force productive des travailleur-euses, en licenciant et en fermant les usines moins productives. Bref, il s'agissait pour eux d'imposer un partage de la valeur ajoutée plus favorable au capital et plus défavorable au travail.

Notons au passage que les coûts seront épongés par un prêt sans intérêt du gouvernement, en plus d'électricité à faible coût ce qui permettra encore plus aux pauvres actionnaires de maintenir leurs dividendes.

Dans cet effondrement du système financier, c'est évidemment les travailleurs-euses qui devront payer au nom du profit et des dividendes des grands capitalistes. L'histoire nous a montré que dans ces moments, l'intensification des luttes sociales peut mener à des bouleversements majeurs. Solidarité avec tous et toutes les travailleurs-euses des usines de Beauharnois, Vaudreuil et de Jonquière qui sont les nouvelles victimes du capital…

(1)Presse canadienne, 20 janvier 2009.
(2)CNW, 20 janvier 2009.
(3) The Australian, 10 janvier 2009.
(4) Le Devoir, 21 janvier 2009.

Le capital en déroute Chronique no.2:

LE BUDGET FÉDÉRAL 2009

Texte publié le 4 février 2009 sur le blogue La Commune.

Quand l'économie se porte mal, l'État est sollicité afin de soigner les plaies. Si en temps normal, on aime un État qui se complait dans l'inaction et la non-intervention face à la sphère économique, en temps de crise c'est tout le contraire. Un peu comme un fumeur se nourrissant de mal-bouffe et passant sa vie devant la télé demande à son docteur de le guérir de sa tumeur cancéreuse ou de ses maladies cardiaques, l'économie se présente face à l'État en ne demandant qu'un tout petit pansement lui permettant de reprendre de plus bel son régime dévastateur. Ce pansement, à l'échelle fédérale, c'est le budget Flaherty du 27 janvier 2009.

Le laisser-faire économique semble avoir atteint sa limite et, la bourgeoisie nationale ou internationale et leurs différents lobbys exigent une réaction vive de l'État. En effet, le FMI demande "[...]aux pays qui sont en mesure de le faire d'injecter dans leur économie une stimulation correspondant à 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) afin de réduire les effets dommageables de la récession mondiale." (1)Aussi voit-on des groupes comme le conseil du Patronat se réjouir du budget fédéral, (2) tout en insistant sur l'importance de ne pas retourner aux déficits chroniques et sur le caractère temporaire de ces mesures. "Plus d'une décennie de remboursement de la dette se trouve effacée avec les déficits prévus dans ce budget, et pour les quatre prochaines années. Tout en apportant un soutien à la croissance, le gouvernement canadien doit donc s'assurer que les mesures annoncées aujourd'hui demeureront limitées dans le temps, [...] " déclare Norma Koshaya, économiste au conseil du patronat. Certes, il y a toujours les idéologues incorrigibles, entre autre les déconnectés de l'Institut Économique de Montréal qui, par l'entremise d'une de leur porte-

étendard, dénonçait le budget (3) parce que trop interventionniste. Elle accuse Harper d'avoir " [...] renié ses croyances pour satisfaire sa soif du pouvoir."

Dans les faits, le budget Flaherty demeure une politique normale de temps de crise. Dans un premier temps, il tente de stimuler la demande des particuliers (consommation) puis celle des entreprises (investissements). Ensuite le gouvernement lance lui-même des projets d'infrastructure qui lui permettra de donner un élan à l'économie. Conscient du risque de voir s'enfoncer le gouvernement entier dans le "piège" de l'interventionnisme et des exigences de la bourgeoisie, le Ministre assure lui-même que "Le Plan d'action économique repose sur trois grands principes : la stimulation doit être rapide, ciblée et temporaire. [...] Temporaire: Le Plan d'action économique doit cesser progressivement lorsque l'économie se rétablira, afin d'éviter des déficits structurels à long terme."

Pour s'assurer d'une stimulation de la consommation des particuliers, le Ministre Flaherty propose une baisse d'impôt de près de 20 milliards en 2008-2009 et pour les cinq années suivantes. Aussi, le gouvernement entend donner des crédits d'impôt aux ménages qui font rénover leur domicile ou bien à ceux qui achètent un premier domicile.

Afin de stimuler les investissements, le budget prévoit des allégements fiscaux, pour les compagnies, allant de 100% pour l'achat de nouveaux ordinateurs à 50% pour l'achat de machine de fabrication et de transformation. Ces allégements fiscaux s'additionnent aux différentes autres baisses d'impôt sur le revenu et aux aides sectorielles ciblées. Il ne faut pas oublier la diminution du taux d'intérêt de la Banque du Canada, qui vise à stimuler l'investissement productif.

Sur la question de l'accès au financement, le gouvernement prévoit dépenser quelques 200 milliards dans le "cadre de financement exceptionnel". Sur ce 200 milliards, les prêteurs (les banques) recevront près de 50 milliards pour leur permettre de garantir les hypothèques à long terme et ainsi favoriser l'accès au crédit au plus grand nombre de ménages et d'entreprises. Le reste de ce montant est alloué dans différents programmes et politiques visant à faciliter l'accès à un crédit supérieur.

Pour ce qui est des infrastructures, le gouvernement annonce le financement de plusieurs projets important dont entre autre 407 millions à Via Rails, 130 millions de dollars à Parc Canada pour l'autoroute transcanadienne, 212 mil-

lions de dollars pour le Pont Champlain (Oui! Vous avez bien compris!) 323 millions de dollars pour rénover des immeubles fédéraux et aussi 2 millions pour une étude sur le manège militaire. Le Gouvernement fédéral prévoit aussi investir des sommes importantes dans le développement d'infrastructure provinciale et municipale, dans les infrastructures du savoir puis dans les infrastructures pour les autochtones. L'annonce de 2 milliards pour la rénovation du parc de logement social ainsi que les montants pour du logement social neuf, doivent être vu comme un moyen de stimuler l'économie plutôt qu'une volonté politique visant réellement à construire des logements sociaux.

Encore une fois, le gouvernement ne prévoit que peu de moyens pour aider les personnes démunis. Ils sont prêts à déployer l'artillerie lourde et à plonger le pays au cœur de déficits qu'ils ont si longtemps condamnés afin d'aider les grandes banques et les grandes compagnies qui vivent une crise ponctuelle, mais ne font rien pour aider ceux et celles qui vivent une crise permanente depuis longtemps. Le logement social n'occupe qu'une part insignifiante de ce budget, alors que les problèmes de mal-logés vont en croissance année après année. Faut-il rappeler qu'aucun HLM n'a été construit au Québec depuis 1994, en raison d'un retrait du fédéral. Les 40 000 personnes sur les listes d'attente ne verront, en aucun moment, leur sort s'améliorer. D'ailleurs, le FRAPRU (4) dénonce le fait que le " [...] Québec devrait recevoir autour de 30 millions $ par année de cette enveloppe fédérale". François Saillant, porte-parole de l'organisme déclarait d'ailleurs que " 30 millions $, ça représente tout juste l'équivalent des subventions pour 425 logements par année dans le cadre du programme québécois Accès Logis, alors qu'il y a au Québec 203 000 ménages locataires consacrant plus de la moitié de leur revenu en loyer. C'est ridicule ".

Même son de cloche du côté de l'Assurance-emploi. Alors que leur crise nous fait perdre de plus en plus d'emplois, rien n'est annoncé pour aider à assurer au plus grand nombre un accès à l'Assurance-emploi. C'est toujours le même problème pour des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses qui se retrouvent sans emploi. Ils et elles cotisent toute leur vie, pour se voir refuser l'accès aux prestations le moment venu. Hugo Desgagné du MASSE (Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi) déclarait récemment:" À quoi, et surtout à qui cela sert-il de bonifier de cinq semaines la période de prestation s'il y a toujours près de 60 % des travailleurs et des travailleuses qui, d'une manière ou d'une autre, n'y auront pas accès lorsqu'ils ou elles perdront leur emploi? Toutes bonifications à l'Assurance-emploi, bien que souhaitables, demeurent inefficaces si l'on ne s'affaire pas, dans un premier temps, à rétablir

le caractère universel du régime."

Dénoncé un peu par la droite et décrié par la gauche, ce budget est une démonstration éclatante du rôle de l'État dans la société capitaliste. Alors que l'État est souvent présenté comme le médiateur des tensions sociales comme le protecteur des citoyen-ne-s (État providence), il n'est en fait que l'outil entre les mains de la classe dominante afin d'asseoir son pouvoir. Plusieurs études démontrent que le fardeau fiscal repose sur les épaules des contribuables et non sur les compagnies, or ce sont celles-ci qui bénéficient du secours rapide et sans limite de l'État. L'expression populaire " socialiser les pertes et privatiser les profits" prends ici tout son sens. Le patronat exige une intervention, temporaire! C'est dire, qu'une fois l'économie sur pied, l'État doit se retirer et laisser le marché reprendre son cycle jusqu'à la prochaine crise. L'État doit se contenter de donner toutes les ressources nécessaires afin de stimuler la croissance économique. De plus l'État doit investir dans des dépenses non rentables aux yeux des capitalistes mais qui sont d'une grande utilité telles que les routes, les écoles, les ports et chemin de fer, les hôpitaux. Toutes ses infrastructures sont utiles pour l'accumulation du capital, mais non rentables, alors il est préférable que ce soit l'État avec l'argent des travailleurs et des travailleuses qui les financent! Le budget Flaherty est la preuve que l'État n'est qu'un pantin au service de la classe dominante, peu importe qui nous gouverne!

(1)http://www.budget.gc.ca/2009/home-accueil-fra.asp
(2)http://www.cpq.qc.ca/index.php?id=31&content_id=296
(3)http://www.iedm.org/main/show_editorial ... als_id=691
(4)http://www.frapru.qc.ca/Comm/Comm498.html

Le capital en déroute Chronique no.3:

LE COMITÉ DE GESTION DE LA TAXE SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Texte publié le 3 avril 2009 sur le blogue La Commune.

Depuis quelques mois déjà que les conséquences de la crise se font ressentir, perte d'emploi, fermetures d'usines, compressions salariales, etc. Les travailleurs et les travailleuses sont des victimes de cette crise, pourtant il n'en porte pas vraiment la responsabilité. Aujourd'hui, la crise vient de faire de nouvelles victimes, cette information semble passer inaperçue dans les médias et pourtant elle est révoltante. En effet, on apprend aujourd'hui le 3 avril, que le CGTSIM (comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal) prévoit cesser ses subventions aux écoles défavorisées. Ces sommes permettaient de payer des repas, des berlingots de lait ainsi que des professeurs spéciaux aux enfants des quartiers défavorisés. Pourquoi? Le CGTSIM a investi, tout comme la caisse de dépôt et de placement, dans les PCAA!

Le CGTSIM a pour mission, la " Gestion équitable et efficace des ressources, dont celles de la taxe scolaire fixée, perçue et redistribuée et dont les revenus de placement sont destinés au service des plus démunis dans les milieux défavorisés de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire, en formation générale et professionnelle dans l'intérêt général des commissions scolaires de l'île de Montréal" (1) Ce comité perçoit donc les sommes récoltées de la taxe scolaire et en fait la gestion, en la plaçant et en finançant certaines activités. On peut lire aussi dans leur rapport annuel 2007-2008 (2), que le CGTSIM permet l'atteinte d'une plus grande justice sociale sur l'île de Montréal en égalisant l'effort fiscal entre les contribuables et en répartissant les revenus de façon plus équitable. On constate donc rapidement que le CGTSIM a un mandat de gestion de fonds publics dans l'intérêt de tous et toutes.

Le CGTSIM a un chiffre d'affaire (3) de 488 144 700 millions de dollars annuellement, dont 399 359 900 provient de la taxe scolaire. Avant août 2007, le CGTSIM s'était, à l'instar des grandes institutions financières, jeté dans les investissements risqués des PCAA et y a engouffré quelques 75 millions de dollars. Donc, débutant son terme financier avec un surplus de 15 540 600$, il termine l'année 2007-2008 (30 juin 2008) avec un déficit net de 6 925 200$. Aujourd'hui, ce déficit serait de l'ordre de 16 millions selon un reportage de Radio-Canada (4) Or, en 2007-2008 le financement du CGTSIM aux écoles en difficultés s'élevait à 15 700 000$.

Devant ces résultats, le président du CGTSIM, Fernando Barberini, affirme être incapable de continuer à financer les secteurs défavorisés de Montréal. Ce que ça veut dire, c'est que pour pallier aux politiques de rentabilisation dans la gestion des fond public et pour réparer le tort causé par l'incompétences crasse de quelques financiers, on préfère couper dans l'aide immédiate apportée aux enfants défavorisés! (5)

Il s'agirait peut-être ici d'un moyen de pression face au gouvernement du Québec, afin que celui-ci se porte au secours de ce comité et des commissions scolaires. Bien entendu, le MEQ doit faire sa part dans le refinancement des institutions qui sont sous sa coupe, les commissions scolaires, l'UQAM, le CGTSIM, etc. Par contre, pourquoi couper dans ce poste budgétaire plutôt qu'ailleurs? Pourquoi ne pas réaliser un autre déficit, en forçant ainsi le MEQ à s'activer? Les dirigeants du CGTSIM ont-ils exploré l'avenue de la diminution de leurs salaires personnels ainsi que de leurs primes, où font-ils comme partout ailleurs et protéger leurs acquis au dépends des enfants innocents?

Le budget aux enfants défavorisés est un élément important pour l'éducation primaire et secondaire. La CSDM, dans un communiqué envoyé aujourd'hui (6) se fait rassurante en insistant sur la non-diminution des services offerts aux écoles plus pauvres. Parfait, mais dans un contexte de crise économique, l'heure n'est pas à "assurer le maintien des services" mais plutôt à tout faire en sorte pour que ces services soient augmentés de façon substantielle!

Les ménages à faible revenu, principalement ceux sur l'aide sociale, doivent composer avec des budgets on ne peut plus serrés. La crise du logement des années 2000 et les hausses importantes du loyer contribuent pour beaucoup à l'appauvrissement des ménages à faibles revenus. À Montréal, près d'une personne sur cinq consacre plus de 50% de son revenu à se loger (7). Dans un

budget normal, le logement ne devrait pas occuper plus de 30% et la nourriture un autre 30%. Or, actuellement les ménages les plus pauvres doivent couper dans le budget alimentation. Si vous ajoutez à cela les récentes augmentations du panier d'épicerie, on comprend facilement que des milliers d'enfants ne mangent pas dans les écoles.

Le CGTSIM lui-même identifie la pauvreté comme "[…] le point de départ et d'arrivée du cercle si difficile à briser dans lequel s'inscrit l'échec scolaire, […]" et d'ajouter "L'égalité des chances doit être poursuivie par une distribution ciblée des ressources dans le but de contrecarrer les facteurs de risques." (8) Belles phrases pompeuses venant de la bouche de financiers qui utilisent les ressources publiques comme du capital privé. Il faut insister sur le fait que c'est avec le sort des enfants défavorisés que ces financiers ont joué en investissant dans des opérations douteuses et risquées. Pas grave! Ce ne sont pas eux qui paient si les investissements se cassent la gueule, c'est le berlingot de lait d'un enfant pauvre d'Hochelaga ou de Parc-extension qui va être coupé!

(1) Site web du comité de gestion de la taxe colère
http://www.cgtsim.qc.ca/pls/htmldb/f?p=105:99:3112425779231595::NO::P99_IM:67
(2)http://www.cgtsim.qc.ca/pls/htmldb/f?p=105:39:3112425779231595::NO::P39_ID_NOUVELLE,LAST_PAGE:17047%2C34
(3)http://www.cgtsim.qc.ca/pls/htmldb/f?p=105:39:3112425779231595::NO::P39_ID_NOUVELLE,LAST_PAGE:17047%2C34
(4)http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2009/04/03/002-pertes-comite-taxe-scolaire_n.shtml
(5)ibid
(6)http://www.cnw.ca/fr/releases/archive/April2009/03/c7354.html
(7)http://www.frapru.qc.ca/dn2009/Situation.html
(8)http://www.cgtsim.qc.ca/pls/htmldb/f?p=105:39:3112425779231595::NO::P39_ID_NOUVELLE,LAST_PAGE:15207%2C34

Le capital en déroute Chronique no.5 :

L'ÉCHANGEUR TURCOT

Le texte a été diffusé sous forme de tract lors l'audience publique sur la reconstruction de l'échangeur Turcot du BAPE le 11 mai 2009

En 2007, le gouvernement libéral, par le biais du ministère des Transports du Québec (MTQ), imposait aux habitants des quartiers Saint-Henri et Côte-Saint-Paul (sud-ouest de Montréal), son énorme projet de réfection de l'échangeur Turcot. Un projet en partenariat public-privé qui coûtera 1,5 milliard de dollars sur sept ans et aura un impact environnemental énorme en plus de provoquer l'expulsion de centaines de foyers. (1) (2)

L'historique

L'échangeur fut mis en service en 1967, dans le sillage de l'exposition universelle de Montréal au coût de 24 millions de dollars (de l'époque) répartis entre les trois paliers de gouvernement. Érigé à l'époque par la firme Lalonde et Valois, devenue SNC-Lavalin, une firme d'ingénierie québécoise " respectable " et un fabriquant majeur de munitions au Canada, qui a depuis diversifié ses champs de compétence: du pétrole aux barrages, en passant par les projets dans les territoires cris et innus, la construction de réacteurs nucléaires en Chine, la biotechnologie et l'autoroute blindée dans la bande de Gaza. Bref, une firme qui depuis sa création a toujours fait passer le profit avant les gens.

À l'époque, la construction de l'échangeur avait causé la destruction d'une partie des quartiers Saint-Henri et Petite-Bourgogne et d'une multitude d'usines

(3). Plus de 6 000 personnes furent alors expulsées, c'est-à-dire un quartier entier (4). Une logique d'urbanisme classique calquée sur la vision individualiste de nos voisins du sud, basée uniquement sur la voiture et qui n'était pas fondée sur des principes de développement durable. Une quarantaine d'années plus tard, l'échangeur reliant trois autoroutes névralgiques, soit la 20, la 720 et la 15, permet la circulation de plus de 280 000 véhicules par jour, un chiffre bien au-delà de sa capacité réelle. L'usure du temps et l'achalandage imprévisible en 1967 ont maintenant fait leur œuvre et il est nécessaire et urgent de faire des travaux majeurs afin d'éviter une catastrophe telle que l'effondrement du viaduc de la Concorde en 2006 qui avait causé la mort de cinq personnes. Un viaduc qui datait également des années 60.

Impacts du projet

Ce que le MTQ propose, c'est un nouvel échangeur qui pourra accueillir plus de 300 000 voitures par jour, soit 20 000 supplémentaires. Mais que représentent concrètement 20 000 voitures de plus?

En spéculant sur des émissions moins polluantes d'ici à 2016, la date de mise en service projetée de l'échangeur, le MTQ suppose que le niveau de pollution de l'air sera maintenu au même niveau (5). En plus de la pollution atmosphérique, ce projet provoquera une augmentation des gaz à effet de serre, des îlots de chaleur, de la pollution de l'eau, des sols et de la pollution sonore et un accroissement des dépenses énergétiques. À tout cela s'ajoute une absence totale de développement de transport en commun visant à diminuer le nombre de véhicules sur l'île de Montréal. En ce qui concerne le niveau de pollution atmosphérique, déjà élevé selon la Direction de la santé publique de Montréal (DSPM), il provoque un nombre accru de décès prématurés. De plus il est responsable d'une multitude de problèmes de santé, dont une hausse des problèmes respiratoires chez les enfants vivant à moins de 150 mètres d'un axe routier où circulent plus de 10 000 véhicules par jour et des hausses de 17 % des risques de naissance d'enfants de faible poids (1). D'ailleurs, la DSPM propose de " cesser d'augmenter la capacité routière " et " de réaliser une meilleure intégration de l'urbanisme et du transport ".

En parallèle aux conséquences négatives sur la santé, il est important de souligner que l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal rapporte que la proportion de ménages à faibles revenus est beaucoup plus élevée le long des axes de circulation à grand débit (plus de 7 700 voitures/heure durant les périodes de pointe). Ce sont évidemment ces mêmes habitants des

quartiers les plus pauvres qui furent expulsés et déplacés lors des grands chantiers d'autoroute, des années 60 et 70, à Montréal et en Amérique du Nord (6). En plus de subir les impacts sur la santé au quotidien, ils subissent l'affront d'être sans cesse déplacés au nom du développement économique. Encore une fois, l'État et ses amis capitalistes agissent en se foutant éperdument des populations précarisées par des années de néo-libéralisme.

Cette fois-ci, ce seront plus de 174 familles (plus de 400 personnes) qui seront expulsées au nom du profit, soit plus de 25 immeubles résidentiels, en plus de 36 commerces (5). Des familles qui seront faiblement dédommagées par trois mois de loyer et les frais de déménagement. Ridicule. Ils seront évidemment laissés à eux-mêmes dans un marché locatif en pénurie, et risquent donc de voir le pourcentage de leur revenu dédié au logement, déjà trop élevé, augmenter encore plus. Pour couronner le tout, le projet que le MTQ met en avant consiste à reconstruire, à côté des structures actuelles et sans arrêter la circulation, un nouveau réseau routier. Ce qui est la principale raison de ces expropriations!

Quand profit rime avec... profits

Ce projet de développement au coût de 1,5 milliard de dollars sur sept ans représente l'un des plus gros projets de partenariat public-privé à ce jour au Québec. Un projet effectué sans aucune consultation de la population, qui le paiera en bout de ligne par le biais des taxes et des impôts. Quoi de mieux, et de surcroît en période de crise, que de relancer la machine capitaliste par le biais de l'État? Les grands projets d'infrastructure, dont le gouvernement nous vante les mérites en termes de création d'emplois et tente de nous convaincre de la nécessité tant d'un point de vue sécuritaire qu'environnemental ou même esthétique, sont liés à la propriété foncière privée et aux grands monopoles de la construction. La dette publique, ennemi juré de l'État en période de croissance économique, redevient une source sûre pour le capital privé qui nécessite en ce moment une consolidation et une accumulation afin d'éponger les pertes liées au récent écroulement des marchés financiers. L'État sert alors de prêteur (sans intérêts) aux capitalistes qui construisent et qui lui refilent ensuite des factures supérieures à leur coût réel. Cet argent emprunté au système bancaire par l'État permet donc, tant par les intérêts engendrés au profit de la banque que par les profits privés générés par ces infrastructures, de faire fructifier le capital privé. Ce sera évidemment la population qui épongera cette dette publique, par le biais de taxes et impôts divers. Cette " relance de l'économie " est une tentative de protéger et d'accroître les capitaux à nos frais

au détriment de l'environnement et de nos conditions de vie. De plus, avec les récents scandales dans les milieux de la construction impliquant des politiciens, des syndicats et le crime organisé, on peut se douter que les politiciens et les capitalistes vont se remplir les poches avec ce projet.

C'est à nous tous et toutes maintenant d'exiger autre chose!

(1) http://www.mobilisation-turcot.info
(2) http://www.cyberpresse.ca/actualites/regional/montreal/200810/31/01-34997-lechangeur-turcot-reconstruit-en-ppp.php
(3) http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89changeur_Turcot
(4) http://www.freewebs.com/villagedestanneries/archives.htm
(5) http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2009/03/25/001-turcot-travaux-bape.shtml
(6) http://www.mobilisation-turcot.info/fichiers/DSP%20rapport%20annuel%202006.pdf

Cause commune no.24

NOUS COTISONS, VOUS PLACEZ, ILS EMPOCHENT!

Depuis quelques semaines, la Caisse de dépôt et placement du Québec [CDPQ] a fait couler beaucoup d'encre. L'annonce des résultats de rendement de la Caisse a fait l'effet d'un puissant séisme, tant chez les financiers que pour la classe politique. Les travailleurs et les travailleuses, qui étaient déjà inquiets et inquiètes face aux conséquences de la crise économique, ont maintenant peur des répercussions sur les fonds de retraites administrés par la Caisse.

Les grands médias et les partis d'opposition se sont surtout attardés aux résultats récemment dévoilés. Mais la Caisse, c'est plus que ça ! Cette institution est en fait l'un des principaux vecteurs du développement du capitalisme québécois, en particulier sous sa forme financière. La Caisse de dépôt, c'est l'utilisation de l'argent des travailleurs et des travailleuses à des fins de rentabilité et d'accumulation de capital sans aucune autre considération.

Des résultats catastrophiques

Les résultats récents de la Caisse ont été fouillés à fond par les médias de masse, les économistes et nos politicien-ne-s. La Caisse a investi, comme beaucoup d'autres gestionnaires de fonds publics[1], dans les fameux PCAA (papiers commerciaux adossés à des actifs) ce qui s'est avéré un véritable désastre. En effet, lorsque les ménages américains surendettés ont commencé à ne plus être en mesure de rembourser leurs hypothèques, les banques ont subi une crise de liquidité et n'ont plus été en mesure de rembourser leur PCAA. Dans toute cette opération, la Caisse a enregistré une perte de 25% de ses actifs, soit 40 milliards de dollars. Ces milliards de dollars, ce sont en fait

ceux de travailleurs et de travailleuses dont les fonds de retraite sont déposants à la caisse. Il y a 25 fonds de retraite déposants, dont le Régime des rentes et le Fonds des employé-e-s du gouvernement du Québec.

Des placements qui profitent de l'exploitation et de la pollution ?

La Caisse se comporte comme une entreprise privée de gestion de portefeuille : sa seule et unique considération, c'est le rendement de son capital. Il s'agit d'argent public, mais le comportement, lui, est celui de tous capitaux financiers. En ce sens, la Caisse est un vecteur essentiel du développement capitaliste du Québec, mais aussi du développement de l'impérialisme québécois et canadien. Un examen rapide des compagnies ayant des participations quelconques de la Caisse, permet de constater à quel point cette institution contribue à enrichir des entreprises antisyndicales, polluantes et impérialistes.

Premièrement, les mises à pied réalisées, depuis deux ans, par les compagnies où la CDPQ est présente s'élèvent à plus de 30 000 travailleurs et travailleuses partout dans le monde. À elle seule, la compagnie pharmaceutique américaine Pfizer a licencié près de 15 000 employé-e-s en deux ans. À cela il faut rajouter 5000 pour Microsoft, 2000 pour BHP Billiton, 2000 pour Nokia, 1500 pour Bombardier, etc. Il faut aussi mentionner que la CDPQ a des parts chez Québecor Media, les mêmes qui mettent en lockout les travailleurs et les travailleuses du Journal de Montréal.

Deuxièmement, il faut montrer la participation à des compagnies pétrolières comme Exxon Mobil, que l'on accuse notamment d'être derrière l'invasion de l'Irak. Exxon Mobil est aussi responsable de nombreuses études réfutant les changements climatiques. La CDPQ a des parts également chez Total, compagnie pétrolière française accusée de soutenir la junte militaire du Myanmar et aussi responsable de la catastrophe maritime suite au naufrage du Erika au large de la Bretagne. On retrouve aussi des placements chez des compagnies pétrolières russes, comme Lukoil et Gazprom, qui ne sont pas étrangères à la guerre en Géorgie à l'été 2008 ; de même que des entreprises chinoises, britanniques.

Au secteur énergétique, on doit aussi ajouter le secteur minier. La Caisse est présente dans plus d'une dizaine d'entreprises aux pratiques douteuses et agressives notamment en Afrique, comme par exemple les compagnies canadiennes (CNR et Barrick) ou coréenne (POSCO), etc. La société aurifère Barrick, mieux connue comme la Barrick Gold, est d'ailleurs responsable d'un

baillon légal (SLAPP) contre la maison d'édition Écosociété qui a publié un livre sur les pratiques antisociales et anti-environnementales de la compagnie (chut !!! en espérant ne pas se faire poursuivre !).

La Caisse possède de nombreuses actions de grandes banques étrangères, dont la Citigroup, la Bank of America, JPMorgan and Chase. Ce sont, en partie, ces trois grandes banques américaines qui sont responsables du fiasco des " subprimes" et des PCAA. De plus, la Citigroup est soupçonnée de contribuer à l'évasion fiscale en facilitant l'accès à des comptes offshores dans des paradis fiscaux des Caraïbes ou d'Europe.

À ce bilan, il faut ajouter des participations dans des compagnies comme Microsoft, accusées de pratiques monopolistes, comme la prise de contrôle de la bannière ISO pour bloquer l'émergence du logiciel libre ; Google, qui est responsable d'un stockage d'information en quantité inimaginable ; Nestlé, souvent pointée du doigt pour ses pratiques antisyndicales et pour ses négligences coupables dans le dossier de la nourriture pour bébé ; etc.

Il ne s'agit ici que d'un bref coup d'œil sur la composition du portefeuille de la Caisse de dépôt et placement du Québec et pourtant, il est déjà possible d'affirmer que cette institution profite de pratiques douteuses, agressives, expansionnistes, polluantes, déstabilisatrices et antisyndicales du capital privé. À l'heure du soi-disant "développement durable", servi à toutes les sauces par les politiciens et les politiciennes de tout acabit, il y a tout lieu de se questionner.

Le 1er mai, allons exiger ce qu'ils nous ont volé!

En plus de jouer au poker avec l'argent des travailleurs et des travailleuses, le gouvernement et ses sbires de la finance profitent de l'exploitation éhontée et de la destruction de la nature. Nous ne sommes pas complices et c'est pour cela que nous irons nombreux et nombreuses, le 1er mai à Montréal, dénoncer cette institution, fleuron du capital québécois.

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR

L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'Union communiste libertaire (UCL) a été fondée en novembre 2008. La nouvelle organisation révolutionnaire prend la relève de l'Union régionale de la NEFAC au Québec.

L'UCL est une organisation de militants et militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militants et militantes isolées, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.



les **Collectifs** locaux

Collectif Local de Montreal

courriel: ucl.montreal@causecommune.net
blogue: nefacmtl.blogspot.com

Le collectif local de Montréal assure la permanence tous les vendredi de 16h à 20h à la Librairie l'Insoumise, 2033 St-Laurent .

Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

courriel: ucl.quebec@causecommune.net
blogue: voixdefaits.blogspot.com

Le collectif local de Québec anime une émission de radio tous les mercredi a 20h, sur les ondes de CKIA au 88,3 FM

Collectif Emma Goldman (Saguenay)

courriel: ucl.saguenay@causecommune.net
blogue: ucl-saguenay.blogspot.com

Pour rejoindre nos membres et sympathisants dans une autre localité: Sherbrooke, St-Jérôme, Trois-Rivières et Drummondville, ou pour toute autre information, n'hésitez pas a contacter notre secrétariat.

Coordonnées de l'UCL
www.causecommune.net
ucl@causecommune.net